ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

transport de marchandises

Question écrite n° 64944

Texte de la question

M. Gilles Artigues * attire l'attention de M. le ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer sur la situation du transport routier de marchandises français. Sur les vingt dernières années, la charge fiscale de ces entreprises n'a cessé de s'alourdir. Les prélèvements opérés sur une semi-remorque par véhicule/km, ont crû de 20 % entre 1995 et 2003. La taxe professionnelle est passée de 3 % de la valeur ajoutée en 1995 à 3,7 % en 2002 (pour une entreprise type d'une vingtaine de salariés exploitant des attelages semi-remorques). Le poids de la fiscalité du transport routier de marchandises est donc nettement plus lourd que la moyenne des autres secteurs puisque la fiscalité totale représente environ 13,2 % hors charges sociales. Le taux de TIPP est, en France, parmi les plus élevés d'Europe, ce qui induit des écarts de coût de gazole et, in fine, de coût de transport. La France est au cinquième rang des pays les plus taxés. Elle est de 21 % supérieure à la moyenne européenne hors Royaume-Uni. Les modifications du mode de décompte des temps, l'institution de jours de repos récupérateurs et de jours consacrés à la formation ont entraîné une diminution régulière du temps consacré à la conduite. Le coût de l'heure en longue distance se situe en France 20 % au-dessus de la moyenne de nos principaux partenaires. Ces différents points entraînent la chute constante du pavillon français. Il représentait, en 2003, 38 % des transports internationaux en France. Il a perdu plus de 1 % en 2003 par rapport à 2002 et 14 % depuis 1992. Ce qui conduit la France a être minoritaire dans les échanges bilatéraux avec tous les pays européens, hors la Grande-Bretagne. Il le remercie, en conséquence, de bien vouloir lui indiquer si des orientations précises seront rapidement mises en place pour pallier les vives et justifiées inquiétudes qui sévissent sur ce secteur d'activité.

Texte de la réponse

Le Gouvernement est entièrement mobilisé pour soutenir et promouvoir le secteur routier français. Ainsi, depuis son entrée en fonction, de nombreuses initiatives entreprises par ce dernier illustrent sa détermination à défendre et restaurer la compétitivité des entreprises françaises de transport routier de marchandises confrontées à une concurrence accrue, liée à l'élargissement du marché européen et à la hausse des prix du carburant. Ainsi, la loi du 20 juillet 2005 vient de ratifier l'ordonnance portant transposition des directives 2000/34 du 22 juin 2000 et 2002/15 du 11 mars 2002 sur l'aménagement du temps de travail. Elle constitue une avancée majeure pour l'ensemble de la profession qui trouve ainsi de la souplesse lui permettant, dans le respect des règles de sécurité, de lutter à armes égales avec ses concurrents. De plus, une disposition de la loi 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises limite à 30 jours consécutifs et à 45 jours sur une année la durée maximale de cabotage par les transporteurs non résidents. Elle spécifie que l'activité de cabotage doit revêtir un caractère non habituel, non continu et non régulier. Elle soumet les conducteurs aux règles du détachement et donc aux règles d'ordre public applicables en France en matière de droit du travail. Enfin, la loi crée des sanctions pénales dissuasives pour le cabotage illégal ou irrégulier ; elles comprennent en particulier l'immobilisation du véhicule en infraction. Par ailleurs, les très grandes difficultés éprouvées par les transporteurs routiers à augmenter leurs tarifs pour tenir compte de la hausse du gazole peuvent mettre en danger la survie de certaines entreprises de transport. Afin de donner aux professionnels du transport routier les

moyens légaux de répercuter automatiquement les hausses du carburant dans leurs factures, le Gouvernement présentera au Parlement, dès l'automne, des dispositions législatives à cet effet. Le carburant sera mentionné expressément dans les éléments de juste rémunération du transporteur et les charges de carburant effectivement supportées par le transporteur pour l'exécution du contrat devront figurer dans les contrats et sur les factures liées aux opérations de transport. L'élargissement de l'Union européenne rend également indispensable l'harmonisation des conditions de concurrence entre transporteurs des États membres. Ainsi, dans le domaine de l'harmonisation sociale, la France participe activement aux travaux d'élaboration du nouveau règlement relatif aux temps de conduite et de repos des conducteurs professionnels. Ce texte est attendu depuis longtemps par la France. Le règlement actuellement en vigueur remonte à 1985 et comporte de nombreuses imperfections le rendant inadapté aux conditions actuelles du transport routier. Adopté par le Parlement européen en deuxième lecture au mois d'avril, le texte fera l'objet d'une procédure de conciliation à la rentrée. De plus, l'instauration d'un gazole professionnel européen a été proposée dans le Livre blanc relatif à la politique européenne des transports à l'horizon 2010. La directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 a mis en place un dispositif de convergence progressive vers le haut de la fiscalité du gazole, au moyen du relèvement des taux minimaux de taxation dans les États dont le taux de taxation est faible. L'accélération du processus d'harmonisation des taux de taxation du gazole professionnel est à l'étude, en concertation avec le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Enfin, des mesures permettant de conforter les avancées déjà enregistrées en matière de dégrèvement de taxe professionnelle pour les entreprises utilisant des véhicules poids lourds font l'objet d'un examen approfondi dans le cadre de la préparation du projet de loi de finances pour 2006. Les mesures d'urgence arrêtées, dont une partie a d'ores et déjà été adoptée par le Parlement, attestent de l'importance que le Gouvernement attache à la compétitivité et à la défense des 400 000 emplois de ce secteur stratégique répartis sur tout le territoire.

Données clés

Auteur : M. Gilles Artigues
Circonscription : Loire (1re circonscription) - Union pour la Démocratie Française
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 64944
Rubrique : Transports routiers
Ministère interrogé : équipement
Ministère attributaire : transports, équipement, tourisme et mer

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 17 mai 2005, page 4925
Réponse publiée le : 4 octobre 2005, page 9302